

## Reconstruire la gauche ... et s'en donner les moyens concrets

Vincent Boulet, Paris 13

L'extrême-droite est en embuscade, en cherchant à imposer ses thématiques au cœur du débat politique, avec, il faut bien le dire, pour certaines d'entre elles, le concours de la droite et du pouvoir macronien en décomposition. Il faut d'ailleurs récuser le discours médiatique, qui peut également transpirer à gauche, qui sous-estime le projet du Rassemblement National en le qualifiant simplement de « populiste ». En réalité, le RN, en ayant fait de la « priorité nationale » la pierre angulaire de son projet politique, démontre la volonté de recomposer la société française sur des bases xénophobe, ce qui le relie à ses racines historiques qui plongent dans l'histoire des fascismes européens. Le danger peut prendre également l'aspect d'une solution autoritaire de type bonapartiste en 2022 capable de cristalliser la création possible d'un bloc droitier au niveau national.

Dans ce contexte, la gauche est face à un enjeu clairement existentiel, à la hauteur du défi de civilisation qui se pose à elle, comme à l'ensemble de la société française. La question pour la gauche, et singulièrement pour le PCF, est de prendre ses responsabilités en faisant de la politique, et en sortant des discours incantatoires et trop génériques pour avoir une efficacité concrète.

Le premier élément à prendre en compte est la situation de la lutte de classes en France et en Europe. L'aspiration générale des peuples à davantage de solidarité, de démocratie et au progrès social est certaine. De même que les luttes du monde du travail, de la jeunesse, pour l'égalité femmes-hommes ou encore pour sortir de la crise climatique font preuve de détermination. Mais elles se mènent sur fond de plusieurs défaites successives et dans un contexte général de recul des grands mouvements généraux de lutte contre l'austérité de la première moitié des années 2010 en Europe. C'est d'ailleurs le défi majeur auquel sont confrontés nos camarades en Espagne dont la participation gouvernementale apporte des reconquêtes non négligeables aux travailleurs et aux peuples d'Espagne, tout en ne pouvant s'appuyer sur un mouvement intersectoriel de luttes comme le pays en a connu il y a quelques années. C'est un point sur lequel nos camarades du PCE et de la Gauche Unie d'Espagne attirent souvent notre attention. Là-bas comme ici, la droite et l'extrême-droite prospèrent sur ces défaites de la gauche et sur la colère dévoyée des peuples.

La reconstruction de la gauche est donc la question clé. Il y a là deux écueils à éviter ; et dont les précédents historiques, ou des parallèles européens, montrent qu'ils conduisent à des catastrophes. Le premier est celui de diviser irrémédiablement la gauche entre deux ou trois blocs ou davantage. Quand le rapport de force avec la social-démocratie et la dénonciation, justifiée et nécessaire, de ses errements et de ses renoncements sont dévoyés en la défense d'un pôle de radicalité incapable de peser sur les rapports de force qui traverse le pays, c'est un échec. Le second est celui d'appeler d'une manière incantatoire à l'unité de la gauche, même en l'associant à l'exigence d'un contenu, mais sans se donner les moyens de travailler les débats majeurs qui la traverse. C'est prendre le risque de rester spectateur, ou de se transformer en Gentils Organisateurs de débats, intellectuellement intéressants, mais dénués d'effectivité politique car ils ne sont pas associés à un rapport de force réel. Nous avons un outil politique, qui est le Parti Communiste, alors utilisons-le ! Une des idées fortes, et toujours actuelles, de nos devanciers est qu'une période de crise, il faut faire de la politique, et que pour cela, l'outil, c'est l'organisation politique prenant des initiatives.

Être à la hauteur de la situation, pour reprendre l'expression juste employée dans certaines contributions, implique d'aller à la racine des défis qui se posent à la gauche pour retrouver le chemin des travailleurs, des classes populaires. Comment répondre au défi de classe, c'est-à-dire comment résister aux forces du capital qui se réorganisent et qui sont la recherche de nouvelles

bases pour réasseoir l'accumulation du capital ? Comment répondre au défi démocratique, donner de nouveaux droits aux travailleurs, assurer la sécurisation de tous les âges de la vie, réassurer la souveraineté populaire ? Comment répondre aux défis de la montée des périls au niveau international et à la nécessité d'avancer et d'œuvrer pour un nouvel ordre du monde et une autre construction européenne de peuples souverains et associés ? Les débats à gauche sont nécessaires. Les vérifications politiques le sont également. C'est en posant les questions de fond qu'il sera possible de reconstruire la gauche. Non pas sur la totalité du programme révolutionnaire du Parti Communiste. Il nous est propre. Ni sur un programme minimum qui in fine ne satisfait personne et qui ne suscite pas l'adhésion populaire. Mais sur un ensemble de mesures qui montrent qu'il est concrètement possible d'ouvrir des brèches dans la domination du capital et la perspective d'un rassemblement un bloc social majoritaire, dont le salariat demeure la force propulsive ; et non d'un peuple fantasmé en faisant abstraction de ses contradictions et des rapports de domination. C'est ainsi que la question de la majorité politique et du pouvoir peut être abordée, pour qu'elle soit solide et crédible auprès des classes populaires. On ne peut pas comme si la crise démocratique, ni la rupture de confiance entre les catégories populaires et la représentation politique ne touchait pas la gauche tout entière et qu'il suffirait d'appeler à son unité sans peser sur les rapports de force pour y remédier.

La barre est haute. Elle est à la hauteur des rapports de forces nécessaires pour renverser la table à gauche. Pour ce faire, il est nécessaire d'entrer pleinement et directement dans le débat à gauche, et non pas de se contenter d'injonctions extérieures et peu entendues, au-delà d'un possible succès d'estime confidentiel qui resterait totalement insuffisant face aux enjeux de la situation.

Cela appelle une démarche politique d'ensemble pour 2022, pour les présidentielles et les législatives, celle de formuler une offre politique à vocation majoritaire, portant les contenus nécessaires pour rallumer l'espoir dans les catégories populaires, pousser les débats à gauche et ouvrir une perspective de rassemblement. Cela n'implique pas de sauter par-dessus les élections présidentielles. On peut d'ailleurs relever une contradiction entre le fait de s'inquiéter, à juste titre, d'un possible deuxième tour Macron-Le Pen, à l'issue incertaine, et celui de faire comme si l'élection présidentielle ne comptait pas dans l'évolution des rapports de force pour les élections législatives et pour la suite.

**Pour que le PCF pèse et soit utile, il faut qu'il soit présent dans le débat, y compris des élections présidentielles. Et cela passe par le fait de porter une candidature communiste. Pour peser, il faut exister.** Cette candidature est le moyen pour faire évoluer les rapports de force à gauche, porter les débats nécessaires dans une perspective d'un large rassemblement sur un contenu transformateur. Se priver de ce moyen, étant donné la place qu'occupe cette élection dans le paysage politique, revient à se poser en simple spectateur. Pour être à la table de la gauche, il nous faut un convive. Il ne s'agit pas de labourer un pré-carré ou de courber l'échine en attendant des jours meilleurs. La question n'est pas uniquement d'y porter un drapeau, mais un message pour la gauche, en direction du monde du travail, en y incluant un pacte de législation. Dans l'état actuel de la faiblesse politique de la gauche, seul le PCF et un candidat du PCF aux élections présidentielles, est capable de jouer ce rôle à gauche. Le PCF doit être l'aile marchante de la gauche. Il devra porter dans le débat public la critique radicale des institutions bonapartistes de la Ve République et du présidentielisme renforcé de ces dernières années.

C'est également pour ces raisons que le timing pour déclarer une candidature est le bon : si l'on veut réellement peser à gauche et dans la société dans cette direction, il faut entrer **maintenant** pleinement dans le débat. Des camarades proposent d'attendre l'automne et l'échec d'une démarche unitaire préalable à la candidature. Ce serait alors condamner le PCF à enclencher la

campagne dans les pires conditions possibles, sur cet échec, et, dans ce cas, prendre le risque de mener une candidature uniquement pour se compter avec des difficultés renforcées pour peser dans le débat. Si on veut faire de notre candidature l'outil d'une démarche grand angle à gauche et dans le monde du travail, elle doit se déclarer maintenant.

**Il n'y a pas de contradiction.** L'idée de reconstruire la gauche sur la base d'un contenu transformateur structurera nos campagnes présidentielles et législatives. Car, encore une fois, pour peser et être utile concrètement, il faut exister et être pleinement présent, et ne pas réduire le PCF à un rôle de commentateur, ni de spectateur. Il faut s'y mettre maintenant !